

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Orientation : recteurs et régions évoquent les enjeux et les pistes pour déployer le plan Avenir

Sabine Andrieu

14-19 minutes

"Le plan Avenir", c'est l'un des chantiers de cette rentrée 2025 auquel doivent s'atteler les rectorats mais aussi les régions, puisque la compétence "orientation" reste partagée. S'il n'y a pas de révolution, l'Éducation nationale va devoir "rendre visible" tout ce qui reste à ce jour informel, mais aussi implanter la plateforme Avenir(s) de l'Onisep dans les établissements scolaires, laquelle doit devenir le portfolio des collégiens et lycéens en matière d'orientation. L'articulation avec les régions se fluidifie, comme le montrent les exemples développés ici en Bretagne, Grand-Est, Occitanie ou Nouvelle Aquitaine.



Anne Bisagni-Faure évoque le plan Avenir lors de sa conférence de presse de rentrée le 29 août 2025.

| *AEFinfo*

Pour la rectrice de Lyon, Anne Bisagni-Faure, le "grand chantier de la rentrée" reste "le plan Avenir" qui concerne l'orientation. Il a été annoncé par Élisabeth Borne le 5 juin dernier ([lire sur AEF info](#)) puis précisé dans une circulaire un mois plus tard ([lire sur AEF info](#)).

Côté Éducation nationale, pas de révolution. L'objectif est vraiment de "faire connaître ce qui existe déjà en le structurant", pour reprendre les mots de la rectrice. "Nous devons faire apparaître tout ce qui se fait déjà mais de manière informelle", appuie sa conseillère orientation, également Draïo adjointe de l'académie de Lyon. Les 54 heures dédiées à l'orientation à partir de la 5e sont par exemple rendues plus visibles via l'instauration de quatre demi-journées banalisées. "L'idée est de sacraliser ces heures et d'impliquer tous les enseignants, pas seulement les professeurs principaux. Ainsi, celui qui a la classe sur la demi-journée banalisée, devra participer à la découverte des métiers", ajoute la Draïo

adjointe.

Remplir régulièrement la plateforme Avenir(s) de l'Onisep

La nouveauté pour les élèves va être l'irruption dans leur quotidien de la plateforme Avenir(s) de l'Onisep, censée servir de "journal de bord" pour le parcours d'orientation de l'élève de la 5e à l'enseignement supérieur. "Ils pourront le remplir au gré de leurs découvertes des métiers, de rencontres avec des personnes inspirantes, de discussions avec leur professeur principal", explique la Draïo adjointe.

À quel moment se connecteront-ils à cette plateforme ? "Cela pourra se faire aussi bien en heure de vie de classe que pendant un cours ou en heure de permanence. Toute l'équipe pédagogique doit devenir actrice de l'orientation. L'idée est d'ouvrir le panel des métiers qu'ils connaissent autour d'eux. En arts plastiques par exemple, il sera possible pour l'enseignant de présenter les différentes formations possibles pour poursuivre des études dans ce secteur."

Mais comment les élèves pourront-ils matériellement se connecter à l'occasion de tel ou tel cours ? "Les établissements sont dotés de mallettes de tablettes", répond la Draïo adjointe. L'idée est "d'avoir une trace" à chaque fois qu'une action est réalisée, afin que les élèves "prennent conscience de leurs compétences psycho-sociales et de leurs compétences à s'orienter". "Ils pourront par exemple faire remonter que lors de leur visite à tel ou tel forum des métiers, ils ont posé une question à telle ou telle personne rencontrée. Ainsi pourront-ils se rendre compte à la fin de leur parcours de tout le chemin parcouru."

Former tous les professeurs principaux de 3e

Anne Bisagni-Faure soutient le dispositif "Mon Projet Sup", un espace de la plateforme Avenir(s) où "l'élève dépose ses envies, puis est accompagné par la plateforme qui lui propose d'ouvrir des portes pour lui faire découvrir des métiers connexes ou d'autres possibilités".

En attendant, "tous les professeurs principaux de troisième seront formés avant la fin de l'automne", rappelle la rectrice, "que ce soit sur la plateforme Avenir(s) mais aussi sur le développement des compétences psycho-sociales : comment développer sa curiosité, se faire confiance, choisir vraiment sa formation...". À Lyon, ces formations, à la main des DASEN et organisées "en bassin", prendront la forme d'une demi-journée en présentiel, avec des webinaires en amont et en aval. "Cela représente une quarantaine de formations à organiser sur l'académie, qui seront opérées par des inspecteurs, des chefs d'établissement ou des Psy-EN", précise la Draïo adjointe.

des référents "orientation" déjà présents dans tous les lycées de l'académie de rennes

Le "plan Avenir" prévoit également la mise en place, dans les lycées volontaires, "d'un professeur référent orientation, qui accompagnera un même groupe d'élèves de la 1re à la terminale". Dans l'académie de Rennes, ces référents existent déjà dans tous les lycées (publics et privés), sous le nom de "référents continuum", rapporte la rectrice Hélène Insel. Ce réseau d'environ 180 référents a été mis en place progressivement depuis 2020, dans le cadre du projet Brio ("Bretagne réussite information orientation"), lauréat de l'AAP "Dispositifs territoriaux pour l'orientation vers les études supérieures" du PIA 3, en 2019 (1). Ils sont en lien avec les enseignants du supérieur référents de toutes les L1, BUT 1 de l'académie (ainsi qu'un grand nombre de BTS, CPGE, écoles d'ingénieurs). Les référents bénéficient tous d'une formation, sur quatre ans, correspondant à environ dix journées de formation, et sont régulièrement conviés à des rencontres, des immersions dans les lycées, les universités ou les écoles d'enseignement supérieur de la région. Les temps de formation sont gérés par l'EAFCC et le réseau Brio.



Cécile Lecomte, vice-présidente de la commission formation et vie étudiante du conseil académique de l'université de Rennes.

Dans les lycées, ces référents continuum, aux côtés des chefs d'établissements et des psyEN, accompagnent la construction du parcours d'orientation des lycéens. Ils ont un rôle majeur auprès des autres professeurs de lycée. "C'est un projet qui a réellement transformé l'accompagnement à l'orientation dans l'académie", affirme Cécile Lecomte, vice-présidente de la commission formation et vie étudiante du conseil académique de l'université de Rennes, interrogée le 4 septembre par AEF info. "On a atteint une culture commune de l'orientation ; on parle tous le même langage. C'est majeur ! Et ce projet a déjà des impacts : ces deux dernières années, on a observé une baisse de l'ordre de 7 à 9 points du nombre d'étudiants en réorientation."

L'enjeu de la complémentarité avec les régions



Pierre-François Mourier, recteur de l'académie de Nancy-Metz, recteur de région académique Grand Est.

| *rectorat de Nancy-Metz*

Mais l'un des grand enjeux de ce "plan Avenir" reste d'asseoir la complémentarité des actions de l'État et des régions en matière d'orientation". "Cela n'a pas été très simple au début, parce que les régions n'étaient pas totalement enthousiastes, y compris la région Grand Est avec laquelle pourtant nous avons les meilleurs rapports du monde", reconnaît Pierre-François Mourier, recteur de Nancy-Metz et recteur de la région académique Grand Est, en point presse le 29 août. "Maintenant, tout est aplani, et nous allons ouvrir la plateforme Avenir(s) conjointement avec '[Orient'Est](#)' [l'outil régional]. Sur la même page, vous aurez les deux, avec une complémentarité entre les deux services : l'un plus géolocalisé pour ce qui est d'Orient'Est, et l'autre plus sur les grands principes pour ce qui est de la plateforme Avenir(s)".

Pour Kamel Chibli, vice-président de la région Occitanie en charge de l'orientation, la chartre signée avec les régions dans le cadre du "plan Avenir" permet surtout une reconnaissance de leur rôle dans l'orientation. "Les choses sont plus claires. La plateforme de l'Onisep va prendre en compte l'action des régions en matière d'orientation, plutôt que de se superposer à l'existant", souligne-t-il, en marge d'une conférence de presse le 26 août 2025. Il salue surtout l'implication des régions dans les bureaux des entreprises et lors des réunions de rentrée des chefs d'établissement et des inspecteurs. "Jusqu'à présent, je n'avais pas de lien avec les professeurs principaux, qui ont pourtant un rôle

essentiel dans l'orientation", fait-il remarquer. "À terme, nous souhaitons que l'orientation soit une compétence territorialisée : nous avons la compétence économique donc nous sommes capables de gérer cette compétence", souligne Kamel Chibli auprès d'AEF info.

La présidente de la région Ile-de-France se montre plus critique, notamment sur la plateforme Avenir(s), qui fait "doublet" selon elle avec les outils déjà déployés par les régions comme la plateforme Oriane en Ile-de-France ([lire sur AEF info](#)). "L'orientation est un sujet de proximité, donc nous ne sommes pas intéressés par une plateforme nationale. C'est une renationalisation de la compétence d'orientation, après avoir l'avoir décentralisée", dénonce Valérie Péresse.

La Nouvelle-Aquitaine voudrait une approche plus territoriale de l'orientation

Autre région très impliquée en matière d'orientation : la Nouvelle Aquitaine. Malgré le contexte budgétaire contraint, la région compte maintenir une "politique volontariste" et ses dispositifs "phare" (Olympiades métiers, ambassadeurs, labellisation de "tiers de confiance" orientation). Mais en ciblant de façon prioritaire le public collégien – un âge charnière – et les familles les plus éloignées de l'information sur les formations et les métiers, et dépourvues de réseaux pour aider leurs enfants à faire les bons choix de parcours.

Pour ce faire, le conseil régional ne tiendra pas compte uniquement de l'IPS d'un établissement, ou de sa localisation dans des territoires fragiles (QPV ou rural profond) mais aussi du temps d'éloignement par rapport à un pôle d'enseignement supérieur. La Datar de la collectivité a en effet identifié cet indicateur comme "particulièrement discriminant" pour les poursuites d'études post-bac ([lire sur AEF info](#)): "Ce critère va devenir un élément fort pour cibler nos politiques", affirme Christophe Grosjean, directeur de l'orientation à la région.

Le vice-président Jean-Louis Nembrini va un cran plus loin et souhaite que la cartographie des CIO évolue au regard de ces nouvelles données statistiques. "Le plan Avenir constitue une avancée mais il n'a pas encore intégré ce regard territorial. Nous ne sommes pas allés au bout des résultats de la concertation lancée l'an dernier sur l'orientation", regrette-t-il.

Sans revendiquer le passage d'une tutelle État à une tutelle régionale pour les CIO, l'élu en charge des lycées, de l'éducation et de l'orientation, verrait bien s'établir "une plus grande proximité" de la région avec ces centres d'information et d'orientation. La charte conclue en juin par le MEN et Régions de France a retenu un principe d'expérimentation possible sur les questions d'orientation et la Nouvelle-Aquitaine aimerait s'en saisir pour imaginer un travail plus rapproché avec les CIO. Mais sa proposition a essuyé une fin de non-recevoir pour l'instant du côté de la rue de Grenelle.

Aller davantage vers les populations les plus éloignées



Le recteur Jean-Marc Huart (à gauche) et le secrétaire général de l'académie, Xavier Le Gall, face aux journalistes le 27 août 2025.

Le recteur de région académique Jean-Marc Huart ne va pas jusque-là et ne se prononce pas sur une évolution de la carte des CIO. Mais il se dit favorable à discuter de la façon de "renforcer l'offre de services sur l'orientation dans les territoires" – un constat qui est vrai aussi plus globalement pour les politiques jeunesse, dit-il – et donc "aller davantage vers les populations qui sont géographiquement les plus éloignées [des ressources]".

Dans l'académie de Bordeaux, il existe une "très forte hétérogénéité entre les départements" dans les parcours après le collège ou le lycée, et le "plan Avenir" n'oubliera pas cet échelon départemental, promet le recteur. Le Lot-et-Garonne, à la traîne pour les poursuites post-bac, a ainsi "défini les grandes lignes d'un PPO", dit-il. Ce ne sera pas forcément le cas dans les quatre autres départements de son académie, et les enjeux de ces feuilles de route seront adaptés au contexte local.

Se félicitant du volontarisme du conseil régional, le recteur Huart estime que le "plan Avenir donne une opportunité supplémentaire" pour que les actions de partenariat avec cette collectivité "puissent se diffuser davantage dans les collèges". Au cours de cette année scolaire, ses services et ceux de la région se sont mis d'accord pour qu'une petite dizaine de collèges servent d'échantillon-étalon, en quelque sorte, pour observer les séquences dédiées aux métiers et aux formations (forum, démonstration de gestes métiers, casques de réalité virtuelle...) et comment elles sont reçues. "Il s'agit de repérer les usages mais aussi de cerner si les outils sont adaptés et si oui pour quel âge et pour quel niveau", précise le Draïolds, Sébastien Fouchard.

En parallèle de cette expérimentation, Jean-Marc Huart attend que tous les collèges se montrent "pro-actifs dans la mise en œuvre d'actions autour de l'orientation". "La mobilisation en faveur de l'ambition des élèves ne commence pas en terminale", rappelle le recteur, soucieux que les LP comme les campus des métiers et des qualifications s'y investissent. Une ambition partagée avec la région.

Les tiers de confiance

Concernant les quatre demi-journées dédiées à l'orientation, identifiées dans les emplois du temps des élèves, la région Nouvelle-Aquitaine se dit partante pour les "nourrir de contenus". Le recteur Huart se montre aussi "très favorable" à ce que collèges et lycées puissent s'appuyer sur le réseau de prestataires orientation labellisés par la région "tiers de

confiance" (1) : "Il faut refonder le lien avec les acteurs associatifs car ils ont un savoir-faire et des solutions clés en mains", assure-t-il.

La région Pays-de-la-Loire lance des comptes Instagram et Tik Tok dédiés à l'orientation

"Le Média Orientation", nouvel outil de la région Pays-de-la-Loire à destination des jeunes, a été lancé le 1er septembre 2025 sur Tik Tok et Instagram (@lemediaorientation). Ce nouveau média a été conçu dans le cadre d'une réflexion avec les jeunes de [La Promotion](#), afin de définir "le meilleur moyen de proposer un repère fiable pour accompagner les Ligériens dans les différentes étapes du parcours d'orientation, de la découverte des métiers jusqu'aux formations".

"Nous étions tous d'accord sur la difficulté de comprendre les différents parcours académiques, les débouchés professionnels... et sur le fait qu'il fallait sortir des moyens d'information traditionnels", explique Nina Lapous, qui a participé à la réflexion. "Pour certains, c'est beaucoup plus pertinent de regarder une vidéo concise que de lire un article. De ce fait, le Média Orientation ouvre les horizons à tous et multiplie les choix d'information. De même, l'idée n'est pas simplement d'axer les contenus seulement sur l'offre de formation en Pays-de-la-Loire mais bien d'ouvrir sur des filières méconnues et des métiers moins mis en avant".

Le Media Orientation doit permettre aux jeunes de "s'inspirer pour trouver son métier, sa formation", mais aussi de trouver sa voie après un décrochage scolaire, d'optimiser ses révisions, de comprendre Parcoursup, de découvrir un métier... Ces thématiques sont abordées sous forme de témoignages "vivants et motivants". Plusieurs rendez-vous vont rythmer les publications de ce compte Instagram et Tik tok : un carrousel d'actus du mois, et des vidéos ("Le déclic", "Le beau geste", "cool/pas cool"). "La ligne éditoriale retenue est claire", explique la région : "Résolument pertinente, inspirante et optimiste, elle positionne le jeune comme acteur de son avenir".